

Le MRP vous parle!

TRIBUNE LIBRE DES ANCIENS DU M.R.P.

Nouvelle série N° 26

Janvier-Février 1987

ISSN 0753 - 8707

BULLETIN DE LIAISON DE L'AMICALE DU M.R.P. - 21, rue Saint-Augustin PARIS 2e - Téléphone : 42.96.02.20 Prix : 5 F.

LE CONGRES DU CDS A METZ

L'ARRIVEE MASSIVE DES NOUVELLES GENERATIONS...

André-François MERCIER
Député honoraire

En sortant de la gare de Metz, on ne peut oublier les pèlerinages à Scy Chazelles sur la tombe de Robert SCHUMAN. Ils ont réuni, au cours des vingt dernières années, tous ceux qui l'ont connu et aimé, sous la houlette souriante de notre sympathique et regretté ami Joseph SCHAFF.

Aujourd'hui, à dix kilomètres de la gare, les bâtiments modernes de la foire-exposition réunissent, sous un hall où foisonnent une cinquantaine de stands, à côté de l'immense salle du congrès, près de 3.000 congressistes venus de tous les points de l'hexagone.

La grande majorité d'entre eux ont entre 25 et 40 ans : c'est dire qu'ils n'ont pu connaître Robert SCHUMAN puisqu'ils avaient moins de 10 ans à l'époque de sa mort. Nous assistons à une relève de générations particulièrement agréable : le grain semé sous le MRP après 1945 a bien germé et la récolte est abondante. Seuls trois témoins, élus de 1945, étaient présents : Pierre Henri TEITGEN, André MONTEIL et l'auteur de ces lignes.

Mais diront certains, ce n'est plus le même esprit. Ils réclament le scrutin d'arrondissement, ils gouvernent à droite, ils ne cherchent plus à éviter la cassure de la France en deux. Il faut vivre avec son temps et adapter la politique aux circonstances nouvelles puisque la cinquième République est nettement différente de la quatrième sur un point essentiel : elle a substitué au régime d'Assemblée le fait majoritaire, lequel assure la stabilité de l'exécutif et le sérieux des Institutions.

Certes, à la différence des congrès MRP très animés et où les débats faisaient souvent apparaître des tendances contradictoires, il y a plus facilement ici un consensus sur les grandes lignes de l'action des ministres et des dirigeants.

Sur les grands principes, on retrouve au fil des interventions, les

mêmes préoccupations qu'à l'époque du MRP :

1) Souci de la croissance économique sans la dissocier de la nécessaire action sociale et familiale.

2) Souci de faire progresser partout en Europe et dans le monde l'idéal Démocrate Chrétien et le respect des Droits de l'homme.

3) Souci de faire avancer la cause européenne.

Sur chacun de ces chapitres, des démonstrations d'une grande force eurent lieu :

1) Jacques BARROT et Pierre MEHAIGNERIE n'eurent pas de mal à démontrer que «le meilleur moyen d'appliquer la politique du CDS, c'est d'avoir des ministres CDS dans le gouvernement». Chacun des sept ministres CDS est parvenu dans son secteur à pratiquer une politique de solidarité et d'efficacité. Quelques exemples :

— la relance du secteur immobilier, voulue par notre ministre de l'Équipement, préserve les garanties données aux locataires ;

— la réinsertion dans le travail des chômeurs de longue durée est inscrite dans le plan d'Adrien ZELLER ;

— la revalorisation de l'enseignement technique afin de permettre aux jeunes de mieux se situer dans les entreprises, fait l'objet des travaux de Georges CHAVANNE.

2) Jean-Marie DAILLET s'est taillé un beau succès en présentant ses invités étrangers disposés d'une façon originale sur l'estrade. De l'Afghan au Chilien, tous deux chefs de l'opposition

SOMMAIRE

- Page 1 : *Le Congrès du CDS à Metz*
Page 2 : *Compte rendu de la réunion du Bureau du 13 novembre 1986*
Page 3 : *A propos de l'Acte Unique Européen*
Pages 4, 5 et 6 : *Georges Bidault*
Page 7 : *Une nouvelle forme de guerre*
Page 8 : *Une terrible émission télévisée*
Page 9 : *L'action et l'œuvre politique du Mouvement Républicain Populaire*
Page 10 : *Une suggestion pour la relève. La France restaurée 44-54*
Page 11 : *«Le mystère Kurt Waldheim» Deux livres importants*
Page 12 : *Victor Faure*

(suite page 2)

(suite de la page 1)

COMPTE RENDU DE LA REUNION DU BUREAU DU 13 NOVEMBRE 1986

à l'oppression en passant par les principaux responsables démocrates Chrétiens européens (Belge, Allemand, Italien et Polonais notamment), c'est une trentaine de représentants de l'Internationale démocrate Chrétienne qui apportèrent leur témoignage, salués avec enthousiasme par l'assistance. Bernard STASI, dans un discours courageux et brillant, affirma notamment : «Notre présence au Liban est nécessaire parce que les pays arabes modérés ne veulent pas voir s'effondrer l'un des points de résistance à la vague d'intégrisme musulman qui menace le monde arabe et une partie de l'Afrique.»

3) La démonstration de Bernard BOSSON en faveur de «l'acte unique européen» lui permit d'élargir le débat et de rappeler les raisons pour lesquelles nous sommes depuis toujours les principaux artisans de la construction européenne. Il y eut avec l'apparition de ce jeune ministre très à l'aise et plein de conviction un vif mouvement de sympathie dans l'assistance.

Mais un congrès d'une telle ampleur ne pouvait s'achever sans que la voix de trois anciens, encore chargés d'importantes responsabilités, se fasse entendre.

Ce fut d'abord Pierre PFLIMLIN, Président du Parlement Européen, avec le talent qu'on lui connaît, qui évoqua au cours d'un déjeuner les tâches de l'Assemblée qu'il préside et les espoirs mis dans le vote de «l'acte unique».

Ce fut aussi Alain POHER, Président du Sénat, habitué de la ville de Metz où il a présidé à de nombreuses reprises les manifestations en l'honneur de Robert SCHUMAN.

Ce fut enfin Jean LECANUET, qui définit avec clarté les conditions du succès aux prochaines présidentielles de 1988 :

— union des partis de la majorité sans prédominance de l'un d'eux

— soutien de l'UDF à un candidat et à un seul, le meilleur étant le plus centriste et le mieux placé pour gagner

— proclamer l'accord selon lequel le mieux placé - UDF ou RPR - bénéficiera au second tour du soutien de l'autre formation.

En conclusion, Jean LECANUET ajouta : «Si le centre gagne, il entraînera des fractures dans le PS et un remembrement politique sera possible».

Qui ne reconnaîtrait le langage que les Démocrates Chrétiens ont tenu depuis un demi-siècle en France : réconcilier les Français et agir pour le progrès.

Le Bureau s'est réuni le 13 novembre à 17 heures, au siège de l'Amicale, sous la présidence de Robert Prigent.

Etaient présents : outre le Président, Jean Coville, Jeanne Ambrosini, Henriette Bosselut, Jean Cayeux, Bertrand Chautard, Robert Lecourt et André-François Mercier.

Excusés : Louis Bour, Yves Cornilleau, Alfred Coste-Floret, Georges Coudray, Bernard Guyomard, Gaby Joly, André Monteil et Louis Michaud.

a) Le Président rend compte au Bureau d'un entretien qu'il a eu, accompagné de Jean Coville, de Bertrand Chautard et de Roger Ménager, avec le notaire qui détient le dossier d'acquisition du siège de l'Amicale.

Lorsque la Fédération de la Seine du M.R.P. a fait l'acquisition de ce local en 1957, deux associations y ont participé, par attribution des parts des deux sociétés civiles immobilières existantes au 1^{er} étage et au 2^e étage sur cour du 21 rue St Augustin :

la fédération de la Seine pour les 3/4 de l'acquisition,

l'association d'entraide et d'éducation populaire pour 1/4.

Il convient de régulariser cette situation, en ce qui concerne la seconde association : les parts ainsi attribuées devront être transférées à l'Amicale du M.R.P., qui a succédé à la fédération de la Seine. Cette cession sera constatée par un acte notarial. Jean Coville et Bertrand Chautard sont chargés de procéder aux démarches nécessaires.

b) Jean Coville indique au Bureau que Marcelle Lazard a été pressentie pour faire partie du Comité directeur de l'Amicale, en remplacement du docteur Mouthon décédé. Elle a accepté cette proposition.

C'est une grande joie d'accueillir dans notre Comité une militante européenne de toujours. C'est elle qui a été la fondatrice de la Maison de l'Europe de Paris et, dans les locaux provisoires de la rue de l'Echelle, elle avait su donner une âme à l'idée européenne. C'est pourquoi nous nous sommes tous réjouis quand, dans les salons de l'Hôtel de Ville, à l'occasion de la commémoration du trentenaire de la Maison de l'Europe, maintenant établie dans les luxueux locaux de l'Hôtel de Coulanges, Jacques Chirac, Premier ministre, mais aussi Maire de Paris, a solennellement remis à Marcelle Lazard la médaille de Vermeil de la Ville, le 17 novembre dernier. Comme elle nous

l'a si bien dit, l'honneur en a rejailli sur nous tous.

c) Jean Cayeux demande qu'on fixe au plus tôt la date de l'assemblée générale de 1987. Il propose le 20 ou le 27 mars. Jean Coville prendra les contacts nécessaires à cet effet.

d) Jean Coville demande que les adhérents lui envoient des articles pour le bulletin, qui a été créé pour qu'ils puissent s'y exprimer.

La séance est levée à 19 heures.

ASSEMBLEE GENERALE

L'assemblée générale de l'Amicale du M.R.P. se tiendra cette année

jeudi 26 mars à 15 heures

Comme les années précédentes, elle se tiendra dans la Salle Médicis du Sénat.

Elle sera suivie, à 17 heures, en l'Eglise St Sulpice (chapelle souterraine : entrée par la rue St Sulpice) d'une messe à la mémoire de nos amis décédés pendant l'année écoulée.

A 18 heures, une réception sera offerte aux adhérents, ainsi qu'aux abonnés à notre journal, par notre ami Alain Poher, dans les salons de la Présidence du Sénat.

Nous recommandons aux uns et aux autres de se munir d'un exemplaire du «M.R.P. vous parle» pour pouvoir pénétrer au Sénat, soit à l'assemblée générale, soit à la réception, car les consignes de sécurité y sont à juste titre très strictes depuis les attentats terroristes.

**MEILLEURS VOEUX
A TOUS POUR 1987**

A propos de l'Acte Unique Européen

«NOUS PLAÇONS LA CONSTRUCTION EUROPEENNE PARMIS NOS TOUTES PREMIERES EXIGENCES»

NOUS DECLARE BERNARD BOSSON, MINISTRE DELEGUE CHARGE DES AFFAIRES EUROPEENNES



Le débat du 20 novembre 1986, à l'Assemblée Nationale, consacrant par 498 voix sur 566 la ratification de l'«acte unique européen» par les groupes UDF, Socialiste et RPR (partiellement), met au premier rang de l'actualité les problèmes européens. Notre ami A.F. MERCIER, député honoraire, a demandé au jeune ministre Bernard BOSSON, chargé des affaires européennes, de donner son avis sur ce vote et sur la politique qu'il entend promouvoir.

A.F.M. - Le vote du Parlement à une majorité aussi inhabituelle a dû vous combler d'aise.

B.B. - Les disciples de Robert Schuman que nous sommes, vous et moi, sont en effet fiers de voir se dégager un tel consensus sur un texte devenu nécessaire afin que l'Europe élargie ne s'enlise pas et puisse continuer à vivre et à progresser. Cependant, «l'acte unique» constitue - hélas - un très faible progrès et pour ma part, j'aurais aimé aller au-delà en matière de vraie construction européenne.

A.F.M. - Que contient exactement «l'acte unique» ?

B.B. - Essentiellement deux dispositions :

- a) Nécessité de réaliser le marché intérieur d'ici le 31 décembre 1992.
- b) Fixation des domaines dans

lesquels les décisions peuvent être prises à la majorité qualifiée et non plus à l'unanimité.

Sur le premier point, la tâche est immense puisqu'il s'agit d'organiser avant 1992 dans l'Europe des Douze, qui compte désormais trois cent vingt millions d'habitants, la libre circulation des marchandises, des services, des hommes et des capitaux. Ce marché, une fois organisé, doit pouvoir rivaliser avec ses deux principaux concurrents : les Etats-Unis et le Japon. Pour éviter qu'il s'agisse d'une simple zone de libre échange, il est prévu certaines dispositions d'accompagnement en matière de recherche et de technologie et aussi dans les domaines social et fiscal.

Regardons par exemple le régime actuel de la TVA dont les taux varient dans les pays de la Communauté de 12 % en Espagne à 23 % en Irlande, le taux moyen pour 8 pays sur 12 oscillant entre 15 et 19 %. Il existe en outre dans chaque pays des taux réduits ou majorés qu'il est nécessaire également d'harmoniser. Un grand pas sur la voie du marché unique sera fait lorsque tous les pays membres auront accepté de fixer un taux dans la fourchette 15-19 % et si possible identique. Cette mesure constituera d'abord une simplification douanière considérable évitant les fastidieuses formalités actuelles de dédouanement.

C'est surtout pour la libre circulation des marchandises et aussi pour la mise en œuvre de certaines politiques communes (agricole, régionale, etc...) que cette simple mesure d'harmonisation du taux de TVA constituera un progrès.

A.F.M. - Que pensez-vous de la position de certains «gaullistes traditionnels» comme Messieurs DEBRE, FOYER et d'autres, qui n'ont pas voté «l'acte unique» ?

B.B. - Notre divergence essentielle avec Michel DEBRE réside dans le fait qu'il pense pouvoir faire l'Europe sans Institution. Pour lui, il suffit de coaliser douze Etats indépendants. C'est totalement irréaliste et paralysant. Aucune grande œuvre humaine ne peut se réaliser sans moyens, sans hommes exclusivement dévoués à son service. La Communauté européenne ne serait pas

ce qu'elle est aujourd'hui sans le Conseil mais aussi sans la Commission, sans la Cour de Justice et sans le Parlement européen. Il faut donner à ces Institutions les moyens dont elles ont besoin pour agir et réussir. Il faut, au-delà de notre volonté de vie fraternelle dans l'ensemble de la Communauté, constituer une force permettant à l'Europe d'être libre et indépendante. Si nous ne réalisons pas dans les années qui viennent une Europe crédible, sur le plan économique et monétaire, les décisions en ces domaines seront prises ailleurs, dans d'autres parties du monde. C'est en plaçant au niveau communautaire une partie de nos pouvoirs que nous resterons maîtres de notre destin... A défaut, nous perdrons la quasi totalité de notre indépendance et de notre pouvoir politique.

A.F.M. - Nous abordons le programme d'action que vous vous êtes fixé, en qualité de ministre chargé des affaires européennes, pour faire progresser la construction européenne.

B.B. - Le cadre tracé par l'«acte unique» m'oblige pour les mois à venir à donner une consistance au projet élaboré par les douze. Mon action se développera dans quatre directions :

1) Rechercher la cohésion économique et sociale entre les douze par une vraie politique tendant à rapprocher les niveaux de vie sans tomber dans le piège de créer une catégorie d'Etats assistés.

2) Donner à la recherche scientifique et technique une grande efficacité. Nous avons actuellement plus de chercheurs qu'aux Etats-Unis avec un rendement inférieur. C'est la preuve que nos divisions constituent un handicap. J'ai confiance dans le programme «Esprit» lié à l'électronique. Je souhaite intéresser la jeunesse à mes projets car une grande partie de son avenir, de ses emplois et de son niveau de vie dépendra de l'effort commun dans la recherche.

3) Accomplir le marché intérieur européen par un important travail pour assurer la croissance. Nos entreprises ne peuvent continuer à vivre sur un

(suite page 6)

GEORGES BIDAULT

(CONFERENCE PRONONCEE A L'ACADEMIE DE REIMS)

Alfred COSTE-FLORET

Tracer un portrait fidèle de Georges BIDAULT, de celui qui fut, à mon sens, le plus grand Homme d'Etat de la IV^e République, mais qui fut aussi un Politique contesté, n'est pas une tâche aisée. «Le juge partial ne saurait bien juger» a dit Ronsard. Or Georges BIDAULT fut mon ami, un ami auquel je suis resté fidèle dans les grandes épreuves qu'il dut subir. C'est pourquoi je pense qu'aujourd'hui dans le portrait que je vais tracer, le cœur pourra suppléer aux rigueurs de l'impartialité.

Comment donner une image exacte de celui qui fut Président du Conseil National de la Résistance, Président du Gouvernement Provisoire de la République, Président du Conseil des Ministres et qui, comme Ministre des Affaires Etrangères, fit ratifier le plan Marshall permettant la reconstruction de la France ; négocia et signa le Pacte Atlantique, lequel depuis plus de trente-cinq ans nous a assuré la paix ; qui contribua puissamment à la reconstruction de l'Europe ; qui connut ensuite l'exil et l'épreuve et qui, chose peu commune, sacrifia délibérément sa carrière à ses idées ?

C'est en 1929 que, pour la première fois, j'ai rencontré Georges BIDAULT. Il avait alors 30 ans. J'en avais 18 et avec mon frère jumeau Paul, suivant les traces de notre Père, nous venions d'adhérer aux jeunesses du Parti Démocrate Populaire, le Parti Démocrate Chrétien de l'époque, dont il était l'un des dirigeants. Ensuite nos routes ont été les mêmes. En 1941, trois démocrates chrétiens : François de Menthon, Pierre-Henri Teitgen et moi-même - issus du Mouvement de Résistance «Liberté» que nous avions créé ensemble dès novembre 1940 - nous formions avec trois autres Résistants venus du mouvement «Vérité», Henri Frénay, Maurice Chevance-Bertin et Claude Bourdet, le mouvement qui devait très rapidement devenir le plus important dans la Résistance : «Combat».

Georges BIDAULT était alors en captivité en Allemagne. Libéré en 1942,

comme ancien combattant de la guerre 1914-1918, il rejoignit Clermont-Ferrand. Professeur à la Faculté de Droit de Strasbourg replié dans cette ville, j'étais alors le Chef du Mouvement «Combat» pour toute la région de Clermont-Ferrand. Je rencontrais Georges BIDAULT et je lui exposais l'action que nous menions dans la Résistance et je l'amenai à Lyon au Comité Directeur de «Combat» où nous le comptâmes avec joie pour siéger parmi nous. Nous fîmes ensemble la résistance, dont il devait devenir le chef après la mort de Jean Moulin. A la libération, Georges BIDAULT fonda le M.R.P., dont je fus l'un des députés. En 1958, il créa «La Démocratie Chrétienne de France» qui tomba en sommeil en 1962 lorsqu'il fut contraint à l'exil mais qu'en accord avec lui nous resuscitâmes en 1978 et dont il devint alors, et cela jusqu'à sa mort, le Président d'Honneur, alors que j'en étais le Président...

Il faut aussi noter qu'après avoir signé comme Ministre des Affaires Etrangères le Pacte Atlantique en 1949, il fonda en 1954 «L'Association Française pour la Communauté Atlantique», dont il fut le Premier Président et ensuite l'un des Présidents d'Honneur. Je devais ensuite, plus tard, lui succéder comme Président.

Telle fut brièvement résumée la carrière de l'Homme d'Etat. Mais au-delà des faits qui jalonnent son action, quel fut le ressort intérieur et intime qui l'anima. Où puise-t-il son inspiration et sa force ? Comment capter le secret de son être ?

Pour résumer Georges BIDAULT en une phrase, je dirai qu'il fut l'alliance de la Foi, de la Volonté et du Courage, le tout étant servi par un immense et incomparable talent.

Développons ces quatre composantes de la personnalité exceptionnelle de Georges BIDAULT.

La Foi Chrétienne donna un sens à toute sa vie et ne cessa d'orienter son action. Il était l'avant-dernier d'une famille nombreuse où les vertus chrétiennes étaient non seulement honorées

mais vécues. Il eut le malheur de perdre sa mère lorsqu'il était très jeune. Celle-ci avant de mourir avait fait promettre à son père de confier son éducation aux Pères Jésuites qui, récemment expulsés de France, sous le Ministère Combes, n'avaient plus le droit d'enseigner dans notre pays. Les Jésuites de Moulins, la ville natale de Bidault, s'étaient réfugiés au Monastère de Bollengo, dans le Val d'Aoste, où ils avaient créé un Collège. C'est là que Georges BIDAULT fit toutes ses études secondaires. C'est là qu'il reçut l'éducation chrétienne qui devait orienter sa vie. C'est là aussi, il nous en fit la confiance, qu'il lut la vie de Montalembert par le Père Lecanuet, ouvrage qui exaltait une politique libérale animée par la doctrine sociale chrétienne qui inspira et motiva toute son action politique.

Adolescent et devenu Vice-Président de l'«Association Catholique de la Jeunesse Française» (A.C.J.F.), il fit sien ce principe : «La Démocratie ne peut vivre et prospérer que si elle est animée par les valeurs chrétiennes». C'est alors qu'il adhéra au Parti Démocrate Populaire qui, avant la guerre de 1939-1940, rassemblait les Démocrates Chrétiens. Auguste Champetier de Ribes était le Président du Parti. Robert Schuman, député de la Moselle, était membre de son groupe parlementaire qui réunissait seize députés. Le Parti Démocrate Populaire déclarait dans son programme : «L'Etat doit respecter les sources de vie morale et religieuse où tant d'hommes puisent l'énergie de se mieux dévouer à l'intérêt général». Le P.D.P. voulut et réussit à réconcilier les catholiques et la République et Bidault y joua un rôle fort important.

Après la guerre et la libération et la dissolution du Parti Démocrate Populaire, Georges BIDAULT créa le Mouvement Républicain Populaire qui se définissait un Mouvement Démocrate d'inspiration chrétienne. Le M.R.P. fut un moment le premier parti de France avec 182 députés. La politique extérieure française conçue dès la

libération par Georges BIDAULT a assuré quarante ans de paix à la France et à l'Europe. C'est Bidault qui signa le Pacte Atlantique. C'est un homme du M.R.P., Robert Schuman, qui fut à l'origine de l'Europe communautaire. Ce sont deux députés M.R.P., Louis Beugniez, Président de la Commission du Travail et Charles Viatte, en tant que rapporteur, qui élaborèrent et firent voter les lois sociales. C'est un autre député du M.R.P., Charles Barangé, qui rapporta et fit adopter la première loi de Paix scolaire de la quatrième République. Un jour, j'en suis sûr, les historiens de l'avenir rendront totale justice au M.R.P. et à son fondateur, Georges BIDAULT, dont le bilan très positif est aujourd'hui trop méconnu.

Catholique convaincu, sincère et pratiquant, Bidault vivait profondément la foi chrétienne qui était la base de son action. A la fin de sa vie, il ressentit profondément la crise de l'Eglise Catholique, les déviations de certains jeunes prêtres, le relâchement des mœurs et de la morale, l'avènement de la société permissive. Dans son très beau livre, écrit en exil au Brésil «D'une Résistance à l'Autre», dans une de ses formules lapidaires dont il avait le secret, il pose ainsi le problème : «Il ne s'agit pas, écrit-il, d'adapter l'Eglise au siècle, il s'agit d'adapter le siècle à l'invariable Eglise». Tel était le Chrétien.

La seconde marque de caractère de Georges BIDAULT, c'était la volonté. Cette volonté était sans faille. Lorsqu'il avait fait un choix, il le soutenait jusqu'au bout - quel qu'en fut le prix, même s'il était très élevé. Citons quelques exemples très significatifs.

Lorsqu'après la mort de l'héroïque Jean Moulin, il s'agit de choisir un nouveau chef de la Résistance, il n'y avait guère de candidats à une succession comportant tant de risques. Les Membres du Conseil National de la Résistance proposèrent à Bidault d'assumer cette tâche. Celui-ci savait que le prix à payer pourrait être la prison, la torture, puis la vie. Bidault n'hésita pas. Il accepta l'offre de ses pairs.

Lorsque fut en question la séparation de l'Algérie et de la France, Bidault savait que le prix à payer pour s'opposer à la politique voulue par le Général de Gaulle serait fort élevé. En fait, il fut celui de l'exil et du sacrifice de sa carrière. Bidault n'hésita pas. Il dit Non à une politique préconisant l'avènement d'une «Algérie Algérienne» séparée de la France. Ce choix fut et est encore discuté. Mon propos n'est

pas aujourd'hui de le justifier. Je dirai simplement, parce que telle est la vérité, que pour Bidault, que j'ai beaucoup rencontré au moment de son option, celle-ci n'était pas, comme certains ont tenté de le faire croire, pour ou contre la République. Le choix pour lui était entre l'affirmation d'un libéralisme sincère ou la fidélité à une certaine grandeur nationale. Choix combien difficile ! Il choisit la grandeur nationale qu'exprimait pour lui une France dont l'Empire abriterait une Communauté multi-nationale et multi-confessionnelle. J'atteste que son option ne signifiait pas un non à la République issue de la Résistance à laquelle jusqu'à la fin de sa vie, il est demeuré fidèle. Si son choix ne fut pas dans le vent de l'histoire, on ne peut contester la noblesse de ses motifs.

Pour soutenir son indomptable volonté, il fit preuve d'un courage hors du commun. C'est ce courage exceptionnel qui lui permit d'assumer des choix difficiles, mais toujours clairs, sans ambiguïté et qu'il croyait les meilleurs.

Il fallait du courage pour assumer les risques graves de la Présidence du Conseil National de la Résistance, après que son prédécesseur ait été torturé à mort par les Allemands.

Il fallait du courage pour s'opposer à la politique Algérienne du Général de Gaulle, accepter l'exil et la fin d'une carrière politique brillante.

Mais Georges BIDAULT, dès avant la guerre, avait eu le courage de ramer à contre-courant. Jeune éditorialiste de «L'Aube», le journal de la Démocratie Chrétienne, il dit, à contre-courant d'une opinion abusée par les pacifistes, Non à la capitulation de Munich. Mais l'envers de son Non était un appel à un nécessaire effort de réarmement moral.

Et lorsqu'il avait dit Non au Facisme Italien, puis au Nazisme totalitaire, raciste et athée d'Adolf Hitler, l'envers du non avait été une réponse positive à l'appel du Général de Gaulle et un Oui à la Résistance.

Les choix catégoriques et sans appel, toujours inspirés par l'idéal généreux de sa foi chrétienne, caractérisent Georges BIDAULT, homme de Foi, de Volonté et de Courage. Il était par l'autorité même du service rendu à la Patrie relevée, à la démocratie et à la République restaurées, naturellement désigné pour jouer un rôle de premier plan dans la nouvelle République qu'il voulait pure et dure, arrachée aux compromissions et aux faiblesses qui avaient conduit au désastre de 1940.

Comment ne pas reconnaître que, aux prises avec des oppositions sans merci, Georges BIDAULT eut une part prépondérante dans une Politique qui a reconstruit la France dévastée, ouvert au Pays les portes de la croissance et de la prospérité, assuré la Paix par la signature du pacte atlantique, mis en chantier la Communauté Européenne.

La quatrième République n'a pas à rougir de son bilan. Pourtant, elle est morte pour n'avoir pas su maîtriser les problèmes de la décolonisation. Georges BIDAULT a payé d'un long exil et de la brisure d'une carrière jusque-là éclatante, l'opposition qu'il croyait fondée à la politique de décolonisation de la cinquième République.

La fidélité à sa foi chrétienne, une indomptable volonté, un courage hors du commun caractérisent Georges BIDAULT. Il faut ajouter pour être complet qu'il avait tous les dons. Reçu en 1925 premier à son premier concours d'agrégation d'Histoire, il avait le don de la parole. Il était un orateur-né capable d'improviser brillamment sur les sujets les plus divers. Ses discours se distinguaient par la clarté de l'exposition, la précision dans les développements, l'art des formules qui portent, la chaleur de la parole. Il savait persuader et convaincre. Après son agrégation, il enseigna un an au Lycée de Valenciennes, puis de 1926 à 1931 à Reims avant d'être nommé au Lycée le plus illustre de Paris, le Lycée Louis-le-Grand. Il y enseigna de 1931 à la guerre de 1939. Ses élèves ont conservé de lui le souvenir d'un Professeur très remarquable, au témoignage de Jean Guittou aujourd'hui de l'Académie Française.

Il avait aussi le don de l'écriture. Après les affrontements sanglants du 6 février 1934, il succéda à Gaston Teissier comme éditorialiste de «L'Aube», journal fondé par Francisque Gay pour délivrer au pays le message des démocrates chrétiens. Jusque-là, «L'Aube» était un petit journal. Il allait connaître avec son nouvel éditorialiste une audience nouvelle. Les éditoriaux de Georges BIDAULT faisaient choc. Ils furent tout de suite régulièrement repris par toutes les radios et par les Revues de Presse des grands quotidiens parisiens et régionaux. Bidault devint ainsi pour l'opinion publique le porte-parole écouté de la Démocratie Chrétienne Française. C'est au moment de Munich qu'il devint célèbre en écrivant une

(suite page 6)

série d'articles où il stigmatisait en termes énergiques la capitulation de Daladier et de Chamberlain devant les exigences d'Adolf Hitler. Il jugea que les accords de Munich rendaient à terme la guerre inévitable car il était pour lui certain, qu'enhardi par ce succès et encouragé par la faiblesse de la France et de la Grande-Bretagne, le dictateur allemand n'aurait de cesse de formuler de nouvelles exigences et qu'il faudrait bien qu'arrive l'heure où la France et la Grande-Bretagne, pour ne pas perdre l'honneur et compromettre l'avenir, devraient dire NON et seraient alors acculés à la guerre.

Tout se passa exactement comme Georges BIDAULT l'avait prévu. Il fut l'un des rares journalistes à faire alors entendre la voix de l'honneur et de la vérité.

Si Bidault a si souvent, avec courage, pris des positions en flèche à contre-courant de l'opinion, c'est qu'il était pourvu d'un autre don assez exceptionnel : Une intuition extraordinaire. Il eut, au moment de Munich, l'intuition de la suite des événements. Il eut aussi, comme Ministre des Affaires Etrangères, l'intuition que la détente et la coexistence pacifique n'étaient pour la Russie Soviétique que des attitudes tactiques, l'objectif restant toujours le même : la destruction du monde libre et son asservissement. Bien souvent, j'ai vu ses Collaborateurs exposer à Bidault des problèmes complexes. Très rapidement, il avait l'intuition de la solution. A l'expérience, celle-ci, le plus souvent, s'avérait juste. Il lui a été reproché de ne pas étudier ses dossiers. Il est vrai qu'il y passait beaucoup moins de temps qu'il en fallait aux autres pour les assimiler. Mais son intuition suppléait toujours avec bonheur à des études moins poussées.

Tel fut ce grand homme d'Etat. Mais je tracerais de lui un portrait très incomplet si je ne disais quelques mots de l'ami ; de Georges BIDAULT dans l'intimité de ses proches.

Il formait avec son épouse un couple très uni et il fut pour ceux qui l'admiraient et qui l'aimaient un incomparable ami. Car fidèle à ses idées, il avait aussi la fidélité du cœur. Ce grand catholique savait que le pardon est une vertu chrétienne. Au moment de son exil brésilien, quelques amis lui restèrent attachés, mais beaucoup l'abandonnèrent pour faire carrière. Lorsqu'il revint en France, son absence de rancune, sa sérénité absolue étaient pour nous un exemple à méditer.

Inaccessible à la rancune et à la haine, Georges BIDAULT a cru toute sa vie à l'amitié. Lorsqu'il fut atteint dans les dernières années de sa vie par la maladie et qu'il dut restreindre ses activités parce qu'il marchait difficilement et qu'il n'y voyait presque plus, il aimait recevoir ses amis dans son modeste appartement parisien de la rue du Colonel Moll. Il eut alors la grande satisfaction de voir le rejoindre dans les dernières années de sa vie des jeunes, épris de l'idéal qu'il avait si bien incarné. Dans un quotidien parisien du soir, un journaliste, qui probablement ne l'avait pas rencontré depuis longtemps, écrivit après sa mort qu'il avait vécu ses dernières années «plein d'amertume». Rien n'est plus faux. Je peux attester qu'il fut jusqu'à sa fin paisible et serein. Toujours brillant, ses traits mordants, ses critiques incisives mais jamais méchantes, ses suggestions constructives, illuminaient sa conversation.

Jusqu'à sa mort, il ne cessa de montrer à ses amis le chemin de la fierté, du devoir et de l'honneur.

S'il connut des heures de gloire, notamment en défilant à la droite du Général de Gaulle sur les Champs-Élysées lors de la Libération de Paris, la fin de sa vie fut difficile. Il connut les années d'exil et à son retour ne retrouva pas la place qui aurait dû être la sienne. Dès lors, certains s'interrogent sur l'avenir des idées qu'il défendit et se demandent si son œuvre résistera à l'oubli. Mais le bon grain ne meurt pas. Il germe et il produit des fruits. Bien souvent dans l'Histoire de France, c'est après leur mort que nos grands hommes connurent leur apothéose.

Pour Georges BIDAULT, l'Histoire n'a pas attendu pour lui rendre Justice. Autour de lui, lors de ses obsèques grandioses aux Invalides, se reconstitua spontanément l'Unité de la Résistance, l'Unité Française des heures difficiles. Certes la présence du Président du Sénat, son ami de toujours, celle du Grand Chancelier de la Légion d'Honneur représentant le Président de la République, celle du Ministre des Anciens Combattants, représentant le gouvernement, celle de plusieurs ministres, de plusieurs ambassadeurs et d'Académiciens Français donnèrent à la cérémonie une indéniable grandeur. Mais le miracle qui se produisit ce jour-là ne tint pas à la présence des officiels ou des personnalités de marque. Ce qui conféra aux obsèques de l'ancien Président du Conseil National

de la Résistance un cachet tout particulier et fort émouvant, ce fut la présence massive des anciens Résistants. Sans aucun mot d'ordre, ils s'étaient rassemblés en masse, venus de tous les coins de France, toutes les délégations précédées par leurs drapeaux. Ils représentaient tous les horizons de la politique de la droite à l'extrême gauche. Autour du Chef de la Résistance intérieure s'était spontanément reconstituée l'Unité d'hier. L'homme d'Etat qui, dans ses dernières années, fut si controversé, apparaissait soudain après sa mort comme un Rassembleur, comme un symbole de l'Unité nationale.

Georges BIDAULT qui n'avait jamais caché son drapeau, ni trahi son idéal, entrait, d'une façon définitive, dans le Florilège National.

Son œuvre pour toujours défie le temps.

A PROPOS DE L'ACTE UNIQUE EUROPEEN

(suite de la page 3)

marché essentiellement national. La condition de la reprise économique est là et nos chefs d'entreprise, devant l'idée d'un grand marché, en deviendront d'ardents promoteurs.

4) Bâtir l'Europe des Hommes en nous consacrant aux domaines de la culture et de l'éducation. Je souhaite que ce soit l'occasion d'une nouvelle adhésion des citoyens aux idéaux européens.

A.F.M. - Au sein du gouvernement, êtes-vous unanimes sur ces projets ?

B.B. - Les ministres CDS ont, par tradition, la volonté de faire progresser l'union européenne. Nous souhaitons sur ce point être les inspirateurs et les moteurs de la politique de la majorité. En étant fidèles à notre idéal européen, nous servons la majorité et nous servons le pays. Restant fidèles à l'idéal de Robert SCHUMAN, nous nous souvenons de ses propos : «L'Europe ne se fera pas d'un coup, ni dans une construction d'ensemble. Elle se fera par des réalisations concrètes créant d'abord une solidarité de fait.»

UNE NOUVELLE FORME DE GUERRE

Jean COVILLE

Après le terrorisme et la prise d'otages, une nouvelle forme de guerre apparaît : le sabotage de l'économie au moyen de la grève systématique, dirigée contre le gouvernement et la majorité choisie par les Français, le 16 mars dernier.

Il y a eu un précédent en 1947 et bien entendu, dans les deux cas, le même parti suscite, coordonne et appuie de telles actions : le parti communiste dont l'objectif, ne l'oublions jamais, est de détruire la société occidentale.

En 1947, le Premier ministre était Robert Schuman : il résista inébranlablement à l'assaut communiste et obtint la victoire.

Agissons aujourd'hui avec la même fermeté pour obtenir le succès dans cette nouvelle forme de guerre.

La fermeté est d'autant plus nécessaire que ceux qui ont déclenché cette grève sont privilégiés par rapport à ceux qui la subissent.

D'après les chiffres fournis par la S.N.C.F. elle-même et reproduits dans la presse :

1) Environ 1 % des agents débutants gagnent entre 4.200 et 5.500 F par mois.

2) Environ 50 % de ces agents gagnent entre 5.500 et 8.000 F par mois.

3) Environ 45 % d'agents très qualifiés, dont les agents de conduite, gagnent entre 8.000 et 15.000 F par mois.

4) Enfin 4 % de cadres supérieur gagnent plus de 15.000 F.

Ce ne sont pas des salaires médiocres et beaucoup de professions en France ne peuvent en assurer de semblables. Mais précisément, la S.N.C.F. ne court aucun risque, car ce sont les Français dans leur ensemble qui paient une partie de ces traitements.

Mais ce n'est pas tout : Mesdames et Messieurs les agents de la S.N.C.F. (et leurs familles) voyagent gratuitement autant qu'ils le veulent ; de plus, et surtout, ils sont assurés de ne jamais être au chômage ; et enfin, ils prennent leur retraite à 50 ans, s'ils sont agents de conduite et à 55 ans, s'ils sont manutentionnaires ou agents administratifs, de telle sorte qu'il y a plus de retraités que d'actifs à la S.N.C.F.

Et qui paie tout cela ? Encore une fois, l'ensemble des Français. En effet, il manque chaque année de nombreux milliards pour faire face à de telles dépenses, qui sont couvertes par une subvention de l'Etat, c'est-à-dire de

nous tous, y compris des chômeurs, par l'intermédiaire de la T.V.A. applicable à chaque objet de consommation.

Comme le souligne Alain Besançon dans un article de l'Express : « Au XVIII^e siècle, les corporations avaient leurs privilèges, leurs droits et leurs coutumes. Dissoutes en 1791 par la loi Le Chapelier, elles ont été progressivement remplacées par les syndicats au XIX^e siècle, au bénéfice de la classe ouvrière. Mais depuis la deuxième guerre mondiale, à la faveur de l'étatisation de l'économie et de la bureaucratisation des entreprises, l'esprit corporatif a fait retour et a prévalu, en se réclamant de la classe ouvrière. De grandes administrations du type E.D.F. ou S.N.C.F. ont développé un esprit de corps et ont su arracher des avantages qui ont formé de nouveaux droits et de nouveaux privilèges. Nul doute que bien des gens bloqués dans les gares ont détesté de tels privilèges, s'abritant sous le drapeau de la classe ouvrière ».

C'est un sentiment dont les responsables syndicaux seraient fort avisés de tenir compte. Quant aux responsables politiques, ils doivent à l'évidence se préoccuper, non des « privilèges » et des « droits acquis », mais de la solidarité nationale et par conséquent en premier lieu du sort des moins favorisés, c'est-à-dire des chômeurs.

Tout ce qui peut aider les entreprises à embaucher, en diminuant leurs charges, doit être décidé. Et si l'Etat les assume à leur place, il faut accroître ses ressources : dans ce cas, la suppression de subventions inutiles, comme celle de la S.N.C.F., pourrait y contribuer. Voilà qui mérite d'être médité.

Peut-être alors faudra-t-il étendre le champ des dénationalisations, afin que chaque entreprise, quelle qu'elle soit, équilibre son budget au lieu de compter sur les contribuables pour le faire à sa place, tout en assurant des avantages très importants à ses membres.

A la lumière des événements actuels, un autre sujet de méditation concerne l'exercice du droit de grève. Il est inadmissible que des agents du service public paralysent l'action du gouvernement et de la majorité démocratiquement élue par les français.

En Allemagne, les agents du service public n'ont pas le droit de grève : c'est la contrepartie de la sécurité de leur emploi.

Parmi bien d'autres, c'est peut-être une des raisons de la supériorité économique de l'Allemagne sur la France et du mark sur le franc.

Mais il y a d'autres supériorités qui nous guettent et qui pèseront lourd sur notre destin - à moins de nous barricader derrière un rideau de fer, avec des conséquences encore pires -, ce sont les supériorités asiatiques : celles du Japon, de la Corée, de Taiwan, de Singapour, etc., où la lutte des classes n'existe pas et où la solidarité est totale dans les entreprises.

C'était l'objectif du M.R.P. et notamment de Paul Bacon, il y a 40 ans. C'est celui qui réapparaît aujourd'hui dans les projets Séguin-Zeller. Puissent-ils aboutir rapidement ! Il y va de la survie de notre société.

JEAN VILLARD

Jean VILLARD n'est plus. L'animateur infatigable, le militant dévoué, celui qui consacra sa vie au service des plus déshérités, nous a quittés.

Tous ceux qui l'ont connu ne peuvent que garder de lui le souvenir d'un homme particulièrement bon, honnête et loyal, un chrétien authentique de grande valeur.

Ce chrétien humaniste adhéra au MRP à la Libération et tout naturellement il devint député du Rhône dès 1946. Il y restera jusqu'en 1958 aux côtés de nos amis Joannès CHARPIN et Maurice GUERIN.

Durant ces 12 ans, il fut au service des autres et sa loi sur les handicapés est toujours en vigueur.

Son action ne s'arrêtera pas là, il fut président de la Fédération du Rhône, mais aussi conseiller général d'un canton rural de 1962 à 1982 et l'on ne compte pas les réalisations qu'il fit adopter.

Les messages que nous avons reçus depuis sa mort prouvent combien il a marqué tous ceux qui l'ont cotoyé. Aussi nous nous devons de lui rendre un dernier hommage.

Des hommes de sa trempe sont difficilement remplaçables, mais nous nous efforcerons de suivre la voie qu'il nous a tracée.

Léonard BROSSY

Une terrible émission télévisée

Jean COVILLE
Ancien administrateur
des Services Civils de l'Indochine

Le 6 janvier, dans le cadre de l'émission télévisée des «Dossiers de l'Ecran», un film terrifiant a été présenté. Il montre avec de multiples détails familiers la vie telle qu'elle existe aujourd'hui dans les villes et les villages du Vietnam, sous la menace constante de la police communiste, qui semble vouloir surpasser celle qui sévit à Moscou. Sous le moindre prétexte, hommes, femmes ou enfants sont envoyés dans des camps dits «de rééducation» où les conditions de vie sont effroyables et se terminent plus ou moins rapidement par la mort.

Comme dans tout pays communiste, les membres du Parti ont tous les droits et les autres habitants n'en ont aucun.

Le film présente ensuite les tentatives de fuite des habitants persécutés. Pour y parvenir, il faut d'abord que plusieurs familles se privent pendant longtemps et réunissent toutes leurs économies pour acheter des complicités et se procurer un bateau, qui n'est le plus souvent qu'une simple barque de rivière.

Celle-ci part sur l'Océan. S'il y a du vent et de fortes vagues et si la barque est surchargée, il y a de grands risques de chavirer, auquel cas les passagers serviront de repas aux requins. Mais si la mer est calme, un autre danger apparaît : des pirates, surtout thaïlandais, guettent ces proies intéressantes, volent tout ce qu'ils trouvent à bord et ne manquent surtout pas de violer les femmes. Bien heureux sont les occupants si les pirates ne coulent pas le bateau et ceux qui s'y trouvent pour effacer les traces de leur forfait.

Quelques bateaux parviennent cependant jusqu'aux côtes de Malaisie, car les courants marins portent dans cette direction. Ils ont alors évité le pire, mais n'ont pas encore trouvé le meilleur. Ils se trouvent dans des camps d'hébergement, dans l'attente d'un pays d'accueil et doivent parfois attendre longtemps.

L'émission des «Dossiers de l'Ecran» comporte toujours une discussion relative au film présenté, avec des invités connaissant le sujet. Cette discussion

fut passionnante.

Le premier invité interrogé fut un architecte vietnamien, réfugié en France et qui était professeur d'architecture dans son pays. Il raconta avec émotion que son sort au Vietnam n'était pas le pire, car le régime avait besoin de ses connaissances et le ménageait. Mais il n'avait pas pu supporter le spectacle de la destruction de la civilisation de son pays et surtout de paraître y contribuer. Il connaissait les risques encourus par les «Boat People». Tout le monde les connaît au Vietnam, mais quand une situation n'est plus supportable, on accepte les risques et on espère avoir la chance de les éviter ou de les surmonter. Le bateau dans lequel il se trouvait a bien été attaqué par des pirates, mais ils ne l'ont pas coulé et sa femme, qui était enceinte de 6 mois, «n'a pas été trop violée».

Après ce témoignage bouleversant, on entendit ceux des responsables de «Médecins du Monde» et de «Médecins sans frontières» : le Docteur Bernard Kouchner et M. Claude Malhuret, qui est actuellement Secrétaire d'Etat chargé des Droits de l'Homme dans le gouvernement français.

Ils rappelèrent les sauvetages opérés dans le Golfe de Thaïlande par le navire «Ile de Lumière» et par le navire d'une organisation allemande analogue. Mais ils déplorèrent que seules des organisations humanitaires, dont les moyens sont limités, accomplissent de telles actions et plusieurs invités à l'émission dénoncèrent l'inertie des Gouvernements et de l'Organisation Internationale dans son ensemble, qui laissent accomplir sans réagir ces actes de piraterie et ces massacres.

Ajoutons que c'est malheureusement une nouvelle preuve de la décadence de l'Occident. Car la piraterie sur mer a déjà existé dans le passé, notamment en Méditerranée, mais elle était combattue avec vigueur par les nations d'Occident. Les «barbaresques», principalement d'origine ottomane, avaient leurs ports d'attache à Alger et à Tripoli. Ils accomplissaient de nombreux méfaits, attaquaient les navires marchands, capturaient leur cargaison,

tuaient leurs équipages ou les emmenaient en esclavage. Mais ils ne trouvaient pas seulement en face d'eux des «organisations humanitaires». Charles Quint et plus encore Louis XIV les combattaient sans merci. De grands marins français : Jean Bart et surtout Duquesne et Tourville s'illustrèrent dans cette lutte, qui se poursuivit jusqu'au XIX^e siècle, puisque l'expédition d'Alger, en 1830, fut décidée à la suite de nouveaux méfaits des «barbaresques».

Faut-il rappeler que les expéditions en Indochine furent décidées par le Gouvernement français à la suite de nombreux massacres de chrétiens et de commerçants ? Certes, ce gouvernement mit longtemps à se décider à une expédition aussi lointaine, mais finalement il l'accomplit, parce qu'il lui sembla que son honneur était en jeu.

Cette notion a-t-elle totalement disparu de nos consciences ou faut-il espérer qu'elle pourra renaître, au moins pour sauver ceux qui ont fui leur pays dans les conditions que nous avons vues à la télévision le 6 janvier et qui aspirent à venir chez nous ?

Il ne manque ni de moyens de sauvetage, ni de moyens de pression sur le Gouvernement du Vietnam, ni de territoires d'accueil pour ceux qui fuient l'oppression.

Ce qui manque et qu'il faut absolument retrouver, c'est la volonté d'employer ces moyens.

Au cours du débat télévisé, d'autres témoignages furent apportés sur les persécutions en Afghanistan et en Ethiopie : la situation n'y est pas meilleure qu'au Vietnam et chacun sait qu'il en est de même au Cambodge et au Laos.

En ce début d'année, formons le vœu que l'esprit qui anime les Médecins du Monde et les Médecins sans Frontières souffle aussi sur les Gouvernements d'Occident et notamment sur le nôtre et qu'il les pousse à venir en aide aux opprimés du sud-est asiatique, d'Ethiopie, d'Afghanistan et d'ailleurs. Alors, 1987 pourrait être une bonne année !

L'action et l'oeuvre politique du Mouvement Républicain Populaire

par Emile François CALLOT

Une étude complète et objective sur l'action des ministres et des parlementaires MRP sous la 4^e République vient de paraître aux Editions CHAMPION, 7, quai Malaquais 75006 Paris.

Sans vouloir diminuer les excellents travaux de nos amis Robert BICHET, Henri DESCAMPS, Pierre LETAMENDIA et Barthélémy OTT sur le même sujet, disons que ce nouvel ouvrage s'impose par la clarté de l'exposé et par le récit détaillé des actions menées par les Républicains Populaires sur tous les grands sujets traités au Parlement entre 1945 et 1958.

Pour les acteurs de cette période, ce sera un régal de ranimer des souvenirs déjà lointains et estompés. Sur près de 400 pages, on retrouve les glorieux combats de l'époque où le MRP était toujours engagé en première ligne, compte tenu de l'importance numérique de son groupe parlementaire et de la volonté de ses membres d'apporter une marque originale à leur action.

Les grands moments furent nombreux. Citons les principaux.

Dans le domaine économique, deux noms se détachent : Robert SCHUMAN, ministre des Finances, à la recherche de l'équilibre budgétaire, puis Président du Conseil en 1947 face à l'assaut communiste contre le régime. Pierre PFLIMLIN, partisan de la relance économique, des économies régionales (1955), puis ministre de l'Agriculture très efficace.

Dans le domaine social, un nom parmi bien d'autres, tous à la recherche de la promotion des salariés et des familles : Paul BACON, ministre du Travail pendant 12 ans, à qui l'on doit les conventions collectives, la formation professionnelle, l'équilibre de la Sécurité sociale, le SMIG, la procédure de médiation, les ASSEDIC et, entre 1955 et 1958, une hausse du pouvoir d'achat de 20% en trois ans.

Souvenons-nous des ruines morales et matérielles accumulées à la Libération et de la nécessité d'un règlement équitable de l'épuration, de la réorganisation de l'appareil judiciaire et du choix à faire pour la renaissance d'une presse libre. François de MENTHON et Pierre-Henri TEITGEN, dont tout le monde a connu la droiture, se sont

voués à cette tâche ingrate.

A côté des ministres, les parlementaires du groupe MRP ne restaient pas inactifs. Grâce à leur nombre, ils appartenaient aux Commissions spécialisées avec un effectif de 8 à 10 membres dans chacune d'elles et ils accomplissaient en profondeur un travail permanent d'études et de propositions. Ils demeuraient en général membres de la même commission pendant plusieurs législatures et ils possédaient ainsi une expérience précise sur les sujets de leur spécialité.

Malgré les crises ministérielles incessantes, les ministres MRP conservaient souvent les mêmes postes dans les gouvernements successifs, ce qui assurait une grande continuité à leur action, comme nous venons de le voir pour Paul BACON. L'exemple de Georges BIDAULT et de Robert SCHUMAN se partageant le poste de ministre des Affaires Etrangères entre 1944 et 1954 illustre également ce propos. Dans ce domaine, l'action menée laissera des traces dans l'histoire de France.

En quelques mois, la France - évincée à Yalta et à Postdam en 1945 - retrouve son prestige de grande puissance mondiale, d'abord par notre entrée au Conseil de Sécurité à l'ONU parmi les cinq grands, puis avec les initiatives de construction européenne. La déclaration du 9 mai 1950 sur la CECA contribue à affermir la paix et à donner à l'Europe ses premières institutions. Quel chemin parcouru depuis !

Le lourd fardeau de la politique indochinoise échoit à nos amis Paul COSTE-FLORET et Jean LETOURNEAU pendant six années difficiles. Une guerre sournoise livrée à 12.000 kilomètres, par des bandes rebelles inspirées par le communisme international conduit à une issue provisoire en 1954, malgré la construction de l'Union Française.

Le lecteur a découvert, en parcourant le livre de Monsieur CALLOT, combien de grandes tâches nationales étaient servies par les hommes du MRP. On s'aperçoit aussi combien ils restèrent fidèles à leur idéal. La question scolaire, pomme de discorde s'il

en fut avec le parti socialiste, était posée dès 1948 par Germaine PONSO CHAPUIS et une solution plus large intervint en 1951 avec la loi BARANGÉ. Si ce combat n'avait pas eu lieu et si pendant plus de trente ans l'habitude n'avait pas été prise de considérer l'école libre comme une composante indispensable de l'édifice scolaire, jamais nous n'aurions vu triompher notre cause en 1984 lorsque les socialistes tentèrent de tuer l'école libre.

Le rôle du MRP fut également capital au début de la IV^e République pour sauver la démocratie lorsque se posa le problème de nos institutions.

Nous sortions du néant après la guerre et il fallait légiférer aussi vite que possible pour faire renaître un système démocratique. Une majorité socialo-communiste tenta en mai 1946 d'imposer un régime d'Assemblée sans contre-pouvoir. Le MRP en disant non obtint l'adhésion du pays pour l'écarter. Le chantier fut repris avec Paul COSTE FLORET comme rapporteur et un nouveau projet, sans être parfait, sauvegarda l'équilibre des pouvoirs. Plus tard, les efforts de Robert LECOURT pour instaurer la stabilité gouvernementale ne furent pas suivis d'effet.

Ainsi, les républicains populaires méritèrent bien leur nom de Chrétiens et de Démocrates. Cheville ouvrière d'une République vilipendée, obligés faute de majorité suffisante de composer constamment sur leur programme, ils ont su éviter bien des écueils qui auraient pu être fatals pour notre liberté.

Résumons nous en disant que leur oeuvre sera remarquée par l'Histoire : ils ont intégré les Chrétiens dans la République, ils ont fait passer leur message social pour le progrès, ils ont, en lançant l'idée européenne, contribué à rapprocher les peuples et à construire la paix. Ils peuvent être fiers de l'oeuvre léguée à leurs descendants.

André-François MERCIER
Député honoraire

Une suggestion pour la relève

Il apparaît que l'œuvre du MRP sous la IV^e République a été bénéfique pour le pays et pour le rayonnement de l'idéal Démocrate-Christien.

Le message que nous délivrons dans notre bulletin tend à faire revivre l'action de nos anciens et à susciter parmi les nouvelles générations le service de nos idées.

La lecture du livre d'Emile François CALLOT pourrait éclairer des jeunes en recherche qui désireraient s'engager.

Nous ne pouvons cacher que les amateurs et adhérents actuels de notre amicale du MRP ont été acteurs à l'époque du Sillon, du PDP et du MRP avant et pendant la IV^e République.

Notre action ne pourra se poursuivre au-delà de quelques années puisque nous dépassons presque tous l'âge de 70 ans et parfois celui de 80.

Nous souhaiterions qu'après nous, l'amicale du MRP continue à diffuser notre message, dont les principes sont éternels...

Combien de jeunes, s'ils étaient sollicités, accepteraient de venir vers nous pour reprendre le flambeau ?

Il suffit peut-être de lancer un appel à tous nos adhérents afin qu'ils suscitent, parmi leurs relations ou dans leur famille, le concours de jeunes partageant notre idéal.

Nous aurions ainsi de nouveaux abonnés au «MRP vous parle» et nous pourrions ensuite rajeunir notre Comité directeur.

Ainsi la flamme ne s'éteindrait pas...

Le Bureau de l'Amicale

LA FRANCE RESTAURÉE 1944-1954

par François BLOCH LAINE
et Jean BOUVIER

Editeur : FAYARD

Un économiste, Jean BOUVIER, et un haut fonctionnaire, François BLOCH LAINE, commentent les grandes options économiques de l'immédiat après guerre.

Livre impartial, où sont développés avec hauteur de vue et luxe de détails les principaux débats de l'époque.

D'abord, la difficile adaptation aux immenses problèmes de l'après-guerre, où tout devait être reconstruit avec des équipes nouvelles, puis les raisons du choix en faveur de PLEVEN contre MENDES-FRANCE.

Puis l'idée du plan avec Jean MONNET et la façon dont, grâce à ce dernier, les gouvernements ne purent se passer des projets élaborés rue de Martignac.

Le chapitre sur les Nationalisations présente un vif intérêt compte tenu des actions socialistes après 1981 dans ce domaine. L'étude comparée sur les nationalisations d'E.D.F. et des quatre grandes banques fait apparaître l'intérêt (pour E.D.F.) ou l'inutilité (pour les Banques) des mesures prises.

L'incidence du plan MARSHALL sur nos investissements (50 %) pendant les années 1948-1951 et la façon dont l'aide américaine nous était accordée, sous contrôle, apportent sur les mécanismes de ce soutien des informations souvent méconnues.

Sur toute la période considérée, apparaît l'éternel débat entre les tenants d'une socialisation de l'économie - afin de mieux partager nos richesses - et l'évidente nécessité de développer la production en laissant à l'initiative individuelle et à la concurrence, les libertés et les moyens d'agir en vue d'obtenir la meilleure croissance. Les auteurs, dont les sympathies iraient plutôt vers la gauche, reconnaissent avec beaucoup de fair play qu'il n'existe pas d'autre voie que la rigueur et la pratique de l'économie de marché pour obtenir le développement.

Défilent naturellement tous les acteurs connus de la IV^e République avec de GAULLE, Robert SCHUMAN, PINAY, QUEUILLE, MENDES-

FRANCE, Edgar FAURE, sans qu'à aucun moment on ait l'impression de débats partisans.

Les références fournies à la fin de l'ouvrage renvoient vers une documentation tout à fait exceptionnelle qui ajoutera à la joie des historiens.

Aux anciens du MRP, qui ont été témoins et souvent acteurs pendant cette époque - en contribuant avec désintéressement et au milieu des pires difficultés politiques au redressement du pays - ce livre apportera des informations qu'il n'est pas permis d'oublier.

A.F.M.

●
JADE

de Michel TAURIAC

(Table ronde)

Voici une remarquable étude des mœurs et traditions Vietnamiennes rédigée dans un style imagé où, à chaque ligne, apparaissent les qualités d'un auteur envoûté par le Vietnam.

Pendant ses séjours, le journaliste, Michel TAURIAC, a suivi les dernières victoires Sud-Vietnamiennes de 1972, puis l'agonie de 1975. Récit poignant des événements tels qu'il les a vécus sur place, en même temps qu'il présente tous les aspects de la mentalité vietnamienne, finement analysée autour de quelques personnages, d'où émerge la figure éternelle de la femme Vietnamiennne.

Ceux qui ont connu et aimé le Vietnam trouveront dans ce livre l'ensemble des raisons de leur choix. Ils apprécieront le ton juste et objectif du récit, ils reconnaîtront les paysages et tous les personnages présentés. Pour ceux qui n'ont pas connu le Vietnam d'avant 1975, une bonne occasion de le découvrir.

AMIS DÉCÉDÉS

M. et Mme GENOT (Méréville)
Charles JUHEL (Vitry-sur-Seine)
Benôit ODIN (St. Symphorien-
sur-Coise

Louis PERRIN (Paris 16e)
Mme Francis POUCHARD (Pantin)
Jean VILLARD (Lyon)

“Le mystère Kurt Waldheim”

Jeanne AMBROSINI

La lecture du livre de deux journalistes, l'un à «Libération», l'autre au «Monde», Bernard COHEN et Luc ROSENWEIG, qui tente de percer ce «mystère» est bien moins que convaincante.

On sait que Kurt Waldheim, né en 1918 en Autriche, de parents d'origine morave, a été incorporé à vingt ans, au moment de l'Anschluss, dans l'armée allemande. Voilà un destin qui fut partagé par des millions de ses contemporains dans tous les pays que l'Allemagne d'Hitler avait soumis, notre Alsace-Lorraine comprise. N'oublions pas d'ailleurs l'enthousiasme avec lequel les Autrichiens avaient accueilli le rattachement de leur pays au Grand Reich allemand, ce qui laisse à penser qu'il a dû y avoir des Kurt Waldheim dans tous les partis. Pas un gouvernement européen ne s'était élevé alors contre cette «Volonté Populaire».

Que l'intéressé ait servi ou non dans les S.S., qu'il se soit livré à des exactions, n'est pas vraiment établi dans cet ouvrage. Affirmation n'est pas preuve pour le tribunal de l'histoire. (Remarquons d'ailleurs l'attitude de

Tito. Il n'a pas daigné le poursuivre, le considérant comme «de la petite bière» ; et cependant la Yougoslavie avait subi un traitement particulièrement odieux de la part des S.S. et Tito n'avait le pardon ni l'oubli faciles).

Quoi qu'il en soit, trois constatations s'imposent :

a) Jusqu'en juin 1941, Kurt Waldheim a été le soldat d'une Allemagne qui était l'alliée militaire de l'URSS. Dans le même temps, cette Allemagne accueillait nombre de volontaires du travail, venus de France et d'ailleurs, qui allaient forger dans ses usines les armes qui permettraient à l'armée, S.S. inclus, de sévir contre les ennemis du III^e Reich, militaires et civils confondus.

b) Les Autrichiens ont élu Kurt Waldheim à une très grande majorité, leur Président de la République, par un choix démocratique. Même si ce que la gauche lui reproche est exact, à savoir être responsable de la mort de victimes sans défense, n'est-il pas bien accompagné ? A-t-on oublié les millions de morts dont se sont rendus coupables STALINE et MAO, pour

ne citer que ceux-là ? Et tous les chefs d'Etats occidentaux ont œuvré patiemment, de Guy Mollet à Charles de Gaulle en France, pour être reçus par eux !

c) L'idéologie de gauche nous rebat les oreilles pour nous persuader que l'homme change et que le criminel qui est jugé quelques années après son crime n'est pas le même homme que celui qui a commis ce crime. Alors le Kurt Waldheim de 1987 n'est pas celui de 1941. Près d'un demi-siècle s'est écoulé depuis les faits reprochés ; ce quasi septuagénaire est donc maintenant un autre homme.

Ne pourrait-on pas faire le silence sur tout cela ? Ce qui ne signifie nullement oublier, pas plus Kurt Waldheim que Staline ou Mao. Mais le monde est actuellement confronté à d'autres problèmes que la vie des stars ou starlettes politiques d'une époque révolue. Consacrons nos énergies à la construction d'une véritable Europe communautaire, basée sur la justice et la fraternité.

Deux livres importants

Jeanne AMBROSINI

Parmi les livres qui ont paru l'an dernier, deux ouvrages m'ont semblé particulièrement réconfortants, qui ne sont pas basés sur un clivage «droite-gauche» : «La Guerre Politique» de Raymond Marcellin et «La Foudre et le Cancer» du Général Delaunay. L'un et l'autre nous crient : «France, prends-garde de perdre ton âme !». Et ils nous donnent les moyens de ne pas la perdre. Comme dans les jours sombres de l'occupation, ils font jaillir pour nous une flamme de résistance et d'espoir. A nous de veiller à ce qu'elle ne s'éteigne jamais.

Raymond Marcellin et le Général Jean Delaunay mettent à nu les méthodes du Kremlin pour nous déstabiliser, nous dévitaliser. Nous sommes d'affreux impérialistes, colonialistes, exploiters, affamant le Tiers-Monde. Mos-

cou part en guerre contre le capitaliste au cigare entre les dents, comme jadis Hitler contre le juif aux mains ruisse-lantes d'or volé aux malheureux Aryens et Marchais fustige le patron-vampire aspirant le sang du travailleur. Et le bon français, le vorace Occidental, de se couvrir de cendres. Tout juste s'il ne croit pas qu'on vit mieux à Moscou sous Gorbatchev que sous Nicolas II, à Varsovie, Prague et Kaboul qu'avant les libérateurs soviétiques et à Téhéran avec l'illustre Khomeiny que sous le sanguinaire Shah. Le terrain est préparé pour chanter qu'on préfère être rouge que mort.

Mais la résignation n'est pas de mise avec les deux auteurs précités. Ils ont eu l'un et l'autre des responsabilités au plus haut niveau de la République. Ils ne vont pas s'en laisser conter.

Ils partent en guerre, et nous invitent à les rejoindre, contre les pacifistes, nanis ou retors, les terroristes poseurs de bombes, la peur qui nous démobilise. Avec eux, nous retrouvons des raisons de croire en l'avenir. Ils basent leur résistance sur la foi en l'homme, sur les valeurs morales qui, depuis des siècles, ont illuminé notre civilisation. Quand le livre du Général Delaunay se termine par ces deux citations : «N'ayez pas peur», de Jean-Paul II et «Ne pas subir», du Maréchal de Lattre, ne croyez-vous pas que la France peut cesser de reculer ? Après une sinistre éclipse morale de son pays, Reagan a rendu aux Etats-Unis le leadership des nations libres en arrivant au pouvoir. La France, elle aussi, peut retrouver sa place et son audience.

VICTOR FAURE

Victor Faure naquit à Brive en 1901. Il choisit la carrière d'avocat, qu'il exerça à Paris. Très tôt, il s'intéressa aux problèmes de la cité et accorda sa préférence à ceux qui souhaitaient, non la lutte des classes et la guerre entre les hommes, mais l'association de tous les hommes en vue du bien commun.

Il habitait boulevard St-Germain dans le 6^e arrondissement, où débuta dans les dernières années du XIX^e siècle un Mouvement ayant un tel objectif. Il était animé par un jeune étudiant, lui-même Corrèzien, qui préparait l'École Polytechnique au Collège Stanislas : il s'appelait Marc Sangnier. Sa devise était que «l'amour est plus fort que la haine» et il souhaitait agir dans la perspective ouverte par l'encyclique «Rerum Novarum» du pape Léon XIII.

Il réussit à convaincre d'autres étudiants, car il était éloquent, puis le mouvement grossit et devint le «Sillon». Marc Sangnier devint député en 1919, après la première guerre mondiale et s'appliqua à réconcilier les français et les allemands en réunissant d'anciens combattants des deux camps dans un domaine qui lui appartenait à Bierville, dans la banlieue sud de Paris.

Dans la même perspective, il fonda les «auberges de la jeunesse», pour réunir les jeunes de tous les pays quand ils voyagent. Le siège de cette association est encore aujourd'hui 38, boulevard Raspail, où demeurait Marc Sangnier.

Mais Hitler déclenche la 2^e guerre mondiale et même les hommes de paix doivent combattre pour empêcher le mal absolu que serait le triomphe de Hitler.

Victor Faure s'engage dans la résistance, comme beaucoup d'autres démocrates-chrétiens, dont plusieurs fort notoires habitent le 6^e arrondissement. On sait d'ailleurs que Georges Bidault, quand il devint président du Conseil National de la Résistance après la mort de Jean Moulin, tint des réunions 48, rue du Four, où une plaque le rappelle.

En 1946, Victor Faure est nommé maire du 6^e arrondissement. Il a la chance de diriger un secteur de Paris où se trouvent des hommes et des femmes qui ont les mêmes convictions que lui.

Après Marc Sangnier et Georges Bidault, il faut citer Francisque Gay, fondateur des Editions Bloud et Gay et du journal «L'Aube», qui devint vice-président du Conseil des Ministres sous la IV^e République, puis ambassadeur au Canada ; Jean Letourneau, plusieurs fois ministre ; Jean Raymond-Laurent, ministre et président du Conseil Municipal de Paris ; Germaine Peyroles, vice-présidente de l'Assemblée Nationale ; Arthus-Bertrand, maire du 6^e arrondissement avant la guerre ; Charles Flory, fondateur des «Semaines Sociales».

Mais Victor Faure est ouvert à tous, même à ceux qui ne partagent pas ses opinions, car il est profondément tolérant et généreux.

Sa générosité va surtout aux plus faibles et les «fonds du Maire» sont surtout utilisés à aider les plus démunis. Ils aident aussi la «Soupe Populaire», rue Clément, dont Victor Faure suit avec attention l'activité.

Mais surtout, Victor Faure est tout spécialement en harmonie avec le 6^e arrondissement, parce qu'il a la passion des arts et des lettres. Il fréquente d'ailleurs les écrivains et les artistes qui y vivent ou qui y passent, comme le faisait Hemingway. Il était lié particulièrement avec Léon-Paul Fargue et avec quelques-uns des «Montparnos». Il retrouvait les uns ou les autres chez Lip ou «Aux deux Magots». C'est d'ailleurs «Aux deux Magots» que se tenaient, sinon les «Conseils de Mairie», du moins les réunions amicales du Maire et des adjoints, qui suivaient toujours les Conseils de Mairie.

Il aimait aussi les repas avec des amis et sa drôlerie était irrésistible. Il aimait d'ailleurs la bonne chère, peut-être avec quelque excès, au détriment de sa santé.

Il préparait avec le plus grand soin les petits discours qu'il prononçait à l'occasion des mariages qu'il célébrait. Ils étaient des chefs-d'œuvre de finesse et de style et enchantaient l'assistance.

Comme personne n'est parfait, il était occasionnellement coléreux, mais se reprenait rapidement.

Madame Peggy Faure, récemment décédée, a admirablement secondé son mari pendant les 20 années où il fut Maire du 6^e arrondissement. Les associations de toutes sortes y étaient florissantes et leur siège naturel était à la Mairie. Les associations culturelles jouissaient d'une faveur particulière de Victor Faure, mais le secteur social n'était aucunement méconnu.

Cette vie féconde s'arrêta bruta-

lement un jour de juin 1966, au cours d'une crise cardiaque. Victor Faure laissa des regrets unanimes. Son nom a été donné à une des salles de la Mairie.

Jean COVILLE
Maire-adjoint honoraire
du 6^e arrondissement

MORT DE CHARLES D'ARAGON

L'HEROISME QUOTIDIEN

Charles d'Aragon est mort le 6 août, à la suite d'une longue maladie.

En quoi une pareille mort est-elle héroïque ? Ce n'est pas la mort qui le fut, mais la vie, toute la vie de ce gentilhomme qui sut vivre, non sans amertume parfois, les tempêtes de l'existence moderne en y conservant toutes les grâces du passé. Il fut chrétien d'abord, avant tout. Le catholicisme était l'axe de sa vie, mais il fut aussi bien d'autres choses : politique, résistant, député aux côtés de l'abbé Pierre, grand écrivain, bien que la liste de ses œuvres ne soit pas longue. Je n'en citerai qu'une, la dernière, la plus achevée, dont le titre mal compris a parfois scandalisé : *la Résistance sans héroïsme*, parue en 1976.

On ne peut écrire cela quand on s'est fait soi-même une certaine idée de l'héroïsme, quand on sait et que l'on pratique tous les jours ce qu'il peut comporter d'ironie et de détachement. Ce fut ainsi toute sa vie, car l'héroïsme n'est pas seulement au maquis. Il est dans une certaine façon de faire face sans bravade à ce qui vient, fût-ce la mort. Elle est toujours en filigrane quelque part, et je l'ai bien senti, dans cette chambre de clinique où elle lui avait donné un rendez-vous caniculaire. Et il l'attendait sans faiblir, l'Évangile à la main. A présent, proches ou lointains, nous sommes très nombreux à le pleurer, et particulièrement, je veux le croire, dans son département qui ne lui a pas fait la joie de le choisir pour sa représentation.

Jacques MADAULE
(publié dans «Le Monde»)